

Continuons.

Cadre financier

de la Coalition Avenir Québec



Continuons.org

Un cadre financier prudent et responsable

J'ai le plaisir de vous présenter le cadre financier de la Coalition Avenir Québec 2022-2207 établi d'après le Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec.

Ce cadre financier décrit les coûts de tous nos engagements électoraux ainsi que les sources de financement requises pour atteindre l'équilibre budgétaire en 2027-28, tel que prévu et énoncé par le gouvernement de la Coalition Avenir Québec.

La prospérité du Québec repose sur une économie diversifiée et résiliente ainsi que sur des finances publiques saines lui permettant de faire face à la volatilité de l'activité économique mondiale. L'économie du Québec s'est redressée de façon remarquable en 2021 comme en 2022 et on prévoit que la croissance de l'activité économique se poursuivra en 2023.

Le Québec n'est cependant pas à l'abri d'un ralentissement économique entraîné par la forte inflation des derniers mois, par les hausses de taux d'intérêt ou par la guerre en Ukraine. Pour tenir compte de ce contexte incertain, notre cadre financier prévoit une provision pour les risques économiques et autres mesures de soutien et de relance de 8,0 milliards de dollars auxquelles s'ajoute un Fonds de suppléance de 2 milliards de dollars.

Le cadre financier 2022-2027 de la Coalition Avenir Québec propose une approche responsable, prudente et équilibrée qui comprend :

- Une saine gestion des finances publiques avec le retour à l'équilibre budgétaire en 2027-28 et un solde budgétaire de -2,1 milliards de dollars en 2026-27, après contribution au Fonds des générations (FDG);
- Un financement stable et prévisible des grandes missions de l'État avec une croissance des dépenses en santé de 4,5 %, et de 3,5 % en éducation et en enseignement supérieur;
- L'ensemble des coûts de nos engagements électoraux de 29,6 milliards de dollars, incluant la baisse de 1 % des deux premiers paliers d'imposition dès 2023;
- Une hausse des revenus totale de 3,3 milliards de dollars, pour les années 2024-2027, ainsi qu'une réduction des provisions de 2,0 milliards de dollars;
- Une augmentation de 7,5 milliards de dollars des investissements en infrastructures publiques et le maintien des versements au Fonds des générations à près de 3,0 milliards de dollars par année;
- La poursuite de la réduction du poids de la dette nette par rapport au PIB pour qu'il atteigne 31 % d'ici 2032-33.

Nous proposons aux Québécois de continuer le travail avec un plan économique ambitieux, une saine gestion des finances publiques, le financement prévisible des principales missions de l'État, le retour à l'équilibre budgétaire, la poursuite de la réduction du poids de la dette et une diminution du fardeau fiscal.

Eric Girard,
candidat dans la circonscription de Groulx et ministre des Finances

Un bouclier pour contrer l'inflation

Remettre ou laisser plus d'argent dans le portefeuille des Québécois fait partie de l'ADN de la CAQ. Au cours du dernier mandat, nous avons remis aux Québécois près de 3 G\$ par année.

Nous maintiendrons cette priorité au cours des quatre prochaines années avec le bouclier contre l'inflation annoncé dans la présente campagne électorale.

Baisse d'impôt

La Coalition Avenir Québec s'engage à baisser les impôts de 7,4 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années. Nous y arriverons en réduisant les deux premiers paliers d'imposition de 1 % dès 2023. À partir de 2027, une réduction de 0,25 % par année s'ajoutera pour un total de 2,5 % en 2032. Au bout de 10 ans, les Québécois garderont 5 milliards de dollars par année de plus dans leur portefeuille.

Cette mesure stimulera l'offre de travail et l'économie.

Aide ponctuelle

Dès décembre, un gouvernement de la CAQ versera une somme de 600 \$, pour les Québécois ayant un revenu inférieur à 50 000 \$, et de 400 \$ pour ceux dont le revenu se situe entre 50 000 \$ et 100 000 \$.

Cette mesure, coûtant 3,5 milliards de dollars, permettra aux Québécois de faire face immédiatement à l'impact de l'inflation sur leur vie.

Soutien aux aînés

Nos aînés ont bâti le Québec, mais malheureusement leurs revenus une fois à la retraite suivent rarement le rythme de l'inflation. Afin d'aider les moins nantis, nous allons bonifier de 411 \$ à 2 000 \$ le montant de soutien pour plus d'un million de personnes âgées de 70 ans et plus.

D'une valeur annuelle de 1,6 milliard de dollars, cet engagement vise à assurer une vie décente à nos aînés les moins fortunés.

Limiter la hausse des tarifs

Les tarifs du gouvernement sont indexés en fonction de l'inflation afin d'assurer un financement continu des services. La Coalition Avenir Québec s'engage à ce que cette indexation ne dépasse pas 3 %.

D'un coût total de 2,2 G\$ sur 4 ans et 275 M\$ à terme, cet engagement protégera les Québécois des chocs tarifaires.

Investissements majeurs dans les principales missions de l'État

Au cours du dernier mandat, nous avons réinvesti des sommes très importantes dans les services aux Québécois.

Les budgets en santé, en éducation, en environnement, en économie et en culture, pour ne nommer que ceux-là, n'ont jamais été aussi élevés. Dans son analyse du rapport préélectoral, la vérificatrice générale confirme que les sommes prévues sont suffisantes pour « reconduire les activités et les programmes de l'État ». Ainsi, le gouvernement s'est assuré de financer adéquatement les missions de l'État pour les prochaines années.

Le cadre financier que nous présentons aujourd'hui maintient cet engagement et bonifie nos investissements en santé, en éducation, en environnement et dans plusieurs autres domaines.

Avec un gouvernement de la Coalition Avenir Québec, les Québécois en auront plus dans leur portefeuille sans compromis sur les services.

Stimuler l'économie pour l'ensemble des Québécois

Au cours des quatre dernières années, la performance économique du Québec a dépassé toutes les prévisions. Résultat, l'écart de richesse entre le Québec et l'Ontario a diminué de 3 %, passant de 16,4 % à 13,4 %.

Compte tenu de nos investissements majeurs pour amener la 5G au Québec, des baisses d'impôt, de notre plan pour réaliser la transition énergétique et de notre solide équipe économique, nous sommes persuadés de pouvoir dépasser les attentes des économistes une fois de plus.

Voilà pourquoi nous entrevoyons une croissance économique légèrement supérieure de 2024 à 2027. Cette augmentation prévue de 0,5 % du PIB réel est réaliste et prudente considérant ce que nous avons accompli depuis quatre ans. Elle est, de plus, cohérente avec notre objectif de réduire notre écart de richesse avec l'Ontario.

Saine gestion des finances publiques

En 2021-2022, nous prenions l'engagement de revenir à l'équilibre budgétaire en 2027-2028. En marge de la campagne électorale, nous maintenons cet engagement. Il s'agit d'une question d'équité intergénérationnelle, mais aussi d'assurer le maintien du financement à long terme des principales missions de l'État.

Le cadre financier prévoit des dépenses supplémentaires de 29,6 G\$, ou 22 G\$ si on exclut les baisses d'impôts¹. Par ailleurs, afin de financer nos engagements en matière d'infrastructures, le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2023-2033 sera augmenté de 7,5 G\$ pour atteindre 150 G\$.

Pour y parvenir, nous dégageons des marges de manœuvre de 9 G\$ sur la durée du mandat :

- L'amélioration de la croissance économique rapportera 3 G\$ de plus durant le mandat, ou 1,7 G\$ à terme en 2026-27;
- La poursuite de nos efforts en matière de révision des programmes générera 4 G\$ au cours des quatre prochaines années, et 1,5 G\$ à terme en 2026-27. Nous ferons un suivi des engagements annuels du gouvernement afin d'éviter que des sommes ne dorment dans les coffres des ministères. Nous prévoyons ainsi de pouvoir réutiliser l'équivalent de 1 % des dépenses annuelles pour les engagements du gouvernement. Aucun service ne sera affecté par cette approche;
- Réduction de 1 G\$ par année des provisions pour risque pour les années 2025-26 et 2026-27;
- Par prudence, nous conservons des réserves de 8 G\$ pour pallier les risques économiques.

Réduire l'endettement

Le ratio de la dette nette par rapport au PIB continuera de diminuer pour passer de 38 % en mars 2022 à 35,9 % à la fin du prochain mandat.

Dans 10 ans, il sera de 31,4 %, soit moins que la moyenne canadienne actuelle qui est de 33 %.

¹ Les baisses d'impôt sont financées par la réduction des versements au fonds des générations.

Cadre financier du rapport préélectoral

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	TCAM
Revenus						
Revenus autonomes	114 870 4,2 %	118 981 3,6 %	123 488 3,8 %	127 316 3,1 %	131 641 3,4 %	3,5 %
Transferts fédéraux	29 600 1,6 %	29 631 0,1 %	29 921 1,0 %	31 813 6,3 %	32 345 1,7 %	2,2 %
Total des revenus	144 470 3,6 %	148 612 2,9 %	153 409 3,2 %	159 129 3,7 %	163 986 3,1 %	3,2 %
Dépenses						
Dépenses de portefeuille	-128 154 8,4 %	-134 472 4,9 %	-138 370 2,9 %	-144 246 4,2 %	-147 959 2,6 %	3,7 %
Mesures COVID-19	-2 355	-462	-18	0	0	
Service de la dette	-10 189 18,2 %	-9 000 -11,7 %	-9 888 9,9 %	-9 990 1,0 %	-10 808 8,2 %	1,5 %
Total des dépenses	-140 698 3,4 %	-143 934 2,3 %	-148 276 3,0 %	-154 236 4,0 %	-158 767 2,9 %	3,1 %
Réserves	-2 000	-2 000	-2 000	-2 000	-2 000	
Surplus (déficit)	1 772	2 678	3 133	2 893	3 219	
Versements au Fonds des générations	-3 428	-3 955	-4 546	-4 800	-5 163	
Solde après le Fonds des générations	-1 656	-1 277	-1 413	-1 907	-1 944	

Nouveaux engagements (impact budgétaire)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	Total 4 ans
Aide ponctuelle	-3 506	0	0	0	0	0	-3 506
Montant de soutien aux aînés	-1 575	-1 575	-1 575	-1 575	-1 575	-1 575	-7 874
Limiter la hausse des tarifs à 3 %*	-49	-659	-903	-271	-275	-279	-2 157
Soins à domicile	0	-150	-200	-250	-300	-300	-900
Conversion des garderies privées	0	-105	-191	-278	-370	-466	-944
ID Québec	-500	-750	-1 000	-750	0	0	-3 000
Logement social et abordable	-245	-55	-236	-116	-200	-320	-852
Main-d'œuvre en santé	0	-100	-100	-100	-100	-100	-400
Votre Santé	0	-30	-30	-30	-30	-30	-120
Formation professionnelle	0	-60	-96	-96	-96	-96	-348
Agence Santé Québec	0	0	0	0	0	0	0
Fonds bleu	-50	-150	-150	-150	-150	-150	-650
Hospitalisation à domicile	0	-15	-45	-75	-100	-100	-235
Centre médicaux privés	0	0	-5	-5	-5	-5	-15
Autonomie alimentaire	-35	-35	-35	-35	-35	-35	-175
Valorisation de la lecture	0	-21	-11	-11	-11	-11	-52
Lutte au décrochage	-3	-15	-15	-15	-15	-15	-63
Programme AgrÉcoles	0	-6	-6	-6	-3	-3	-21
Services hélicoptérés	0	-5	-15	-25	-40	-40	-85
Banques alimentaires	0	-5	-5	-5	-5	-5	-20
Agriculture durable	0	-13	-13	-13	-13	0	-50
Annonces à venir	-20	-157	-180	-183	-184	-70	-725
Total¹	-5 983	-3 905	-4 809	-3 988	-3 506	-3 599	-22 191

* Réduit les revenus

¹ Les totaux annuels ont été révisés en date du 13 septembre 2022. La somme totale de 22 191 M\$ demeure inchangée.

Améliorations au cadre financier (M\$)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	Total 4 ans
Réduction des réserves	0	0	0	1 000	1 000	0	2 000
Amélioration de la croissance économique	0	0	519	1 077	1 677	2 320	3 273
Révision des programmes	0	538	830	1 154	1 480	1 518	4 002
Total	0	538	1 349	3 231	4 157	3 838	9 275

PQI (M\$)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	Total 4 ans
Total PQI	0	750	750	750	750	750	3 000
Impact budgétaire	0	189	242	295	347	400	1 073

Baisse d'impôt (M\$)

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	Total 4 ans
Coût de la baisse d'impôt	-417	-1 675	-1 709	-1 743	-1 890	-2 381	-7 433
Réduction des versements au Fonds des générations²	-417	-1 695	-1 809	-1 928	-2 166	-2 758	-8 016

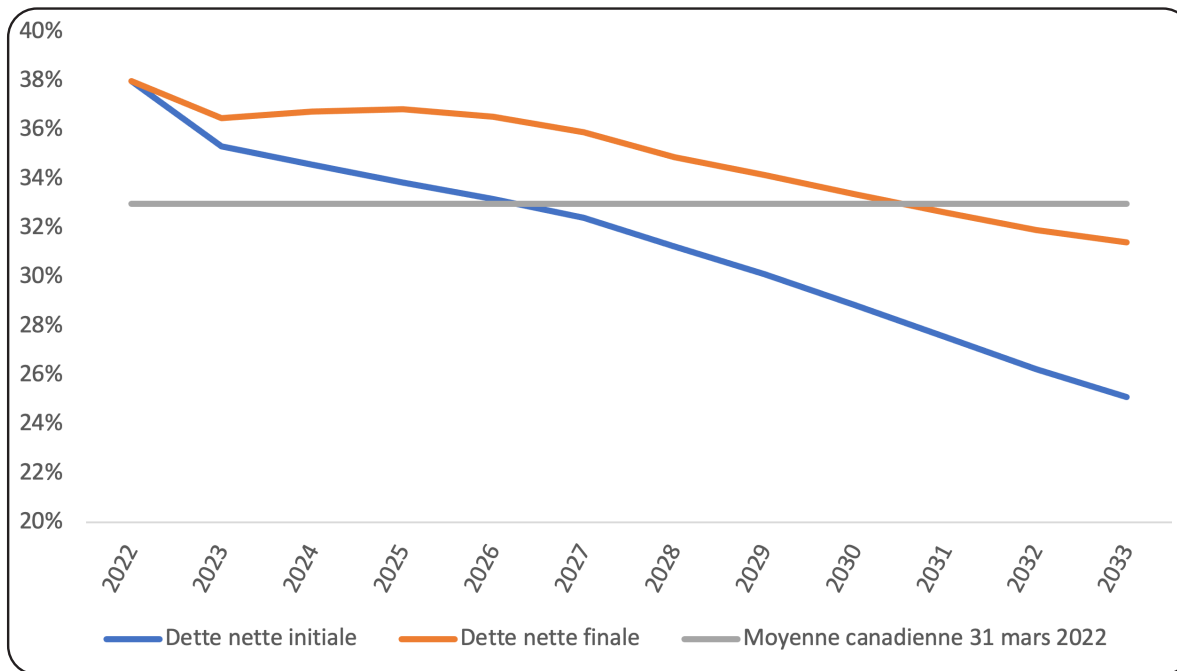
² Diminue aussi les revenus autonomes, expliquant l'effet neutre sur le cadre financier

Cadre financier intégrant les engagements

	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	TCAM 4 ans ³
Revenus							
Revenus autonomes	114 404 3,8 %	116 627 1,9 %	121 295 4,0 %	126 194 4,0 %	130 877 3,7 %	135 676 3,7 %	3,4 %
Transferts fédéraux	29 600 1,6 %	29 631 0,1 %	29 921 1,0 %	31 813 6,3 %	32 345 1,7 %	33 027 2,1 %	2,2 %
Total des revenus	144 004 3,3 %	146 258 1,6 %	151 216 3,4 %	158 007 4,5 %	163 222 3,3 %	168 703 3,4 %	3,2 %
Dépenses							
Dépenses de portefeuille	-134 088 13,4 %	-137 357 2,4 %	-141 651 3,1 %	-147 041 3,8 %	-149 970 2,0 %	-153 857 2,6 %	2,8 %
Mesures COVID-19	-2 355	-462	-18	0	0	0	
Service de la dette	-10 241 18,8 %	-9 283 -9,4 %	-10 325 11,2 %	-10 539 2,1 %	-11 401 8,2 %	-11 929 4,6 %	2,7 %
Total des dépenses	-146 685 7,8 %	-147 102 0,3 %	-151 993 3,3 %	-157 580 3,7 %	-161 371 2,4 %	-165 786 2,7 %	2,4 %
Réserves	-2 000	-2 000	-2 000	-1 000	-1 000	0	
Surplus (déficit)	-4 680	-2 844	-2 777	-573	850	2 917	
Versements au Fonds des générations	-3 011	-2 260	-2 737	-2 872	-2 997	-2 708	
Solde après le Fonds des générations	-7 692	-5 104	-5 514	-3 445	-2 146	209	

³ 2022-2023 à 2026-2027

Évolution de la dette au 31 mars (dette nette / PIB)



| Notes



Continuons.



Continuons.org

AGENTE OFFICIELLE ROXANNE RINFRET

